

Numéro 55, 5 décembre 2011. ISSN 2031-0293

Fatima Zibouh

La représentation politique des musulmans à Bruxelles

Par comparaison aux autres grandes villes européennes, la Région de Bruxelles-Capitale présente une configuration inédite en termes de représentation politique des élus issus de la diversité et en particulier des élus musulmans. En effet, près d'un député sur cinq siégeant au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale est de culture musulmane. Cette originalité est d'autant plus forte que l'un des sièges du Parlement bruxellois est attribué pour la première fois à une députée musulmane portant un foulard (Mahinur Ozdemir), ce qui constitue une première dans toute l'Union européenne. Sur base d'un travail documentaire mais aussi d'une démarche empirique effectuée à partir d'entretiens réalisés avec des députés bruxellois, des acteurs associatifs mobilisés avant les élections et une observation ethnographique de la campagne électorale, la présente contribution essaie de comprendre les facteurs explicatifs de cette représentation politique, assez exceptionnelle en Europe, en posant l'hypothèse de l'influence déterminante des paramètres institutionnels, combinés à l'évolution démographique et à la mobilisation associative des musulmans à Bruxelles.

Fatima Zibouh est chercheuse en sciences politiques et sociales à l'Université de Liège (Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations). Sa recherche doctorale porte sur la participation politique des minorités ethnoculturelles à travers les différentes formes d'expression artistique. Elle a récemment publié "la participation politique des élus d'origine maghrébine", éditions Academia-Bruylant, 2010.

Fatima Zibouh, +32(0)477 82 27 78, fatima.zibouh@ulg.ac.be

Christophe Mincke (Secrétaire de rédaction), +32(0)2 211 78 22 / +32(0)473 21 02 65, mincke@fusl.ac.be



Introduction

1. Par comparaison aux autres grandes villes européennes, la Région de Bruxelles-Capitale présente une configuration inédite en termes de représentation politique des élus issus de la diversité ethnoculturelle, et en particulier des élus musulmans. En effet, près d'un député sur cinq siégeant au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale est de culture musulmane. Cette originalité est d'autant plus forte que l'un des sièges du Parlement bruxellois est attribué pour la première fois à une députée musulmane portant un foulard (Mahinur Ozdemir), ce qui constitue une première dans toute l'Union européenne.
2. Cette représentation politique s'inscrit dans une ville où plus de 50% de la population bruxelloise est étrangère ou d'origine étrangère mais il est difficile d'avoir des chiffres précis sur le nombre de musulmans que compte la capitale. Ceci dit, leur présence est assez significative notamment dans certaines communes bruxelloises pour exercer une influence relative sur les résultats électoraux.
3. L'objectif de cette contribution est de comprendre les facteurs explicatifs de cette représentation politique, qui est assez exceptionnelle en Europe, en posant l'hypothèse de l'influence déterminante des paramètres institutionnels, combinés à l'évolution démographique et à la mobilisation associative des musulmans.
4. La participation politique recouvre un large répertoire composé de différentes modalités d'actions individuelles ou collectives. Cet article a pour objet d'examiner la participation politique des musulmans – au sens conventionnel¹ (Mayer & Perrineau, 1992) – en Région bruxelloise, et plus précisément de sa représentation politique à travers l'examen de l'évolution des comportements électoraux des citoyens et élus belges musulmans aux élections régionales bruxelloises. Nous n'allons pas évoquer la représentation politique des élus musulmans sur le plan municipal (échevins et conseillers communaux) pour nous concentrer plutôt sur les mandats de députés régionaux.

5. Sur base d'un travail documentaire mais aussi d'une démarche empirique effectuée à partir d'entretiens réalisés avec des députés bruxellois, des acteurs associatifs mobilisés avant les élections et une observation ethnographique de la campagne électorale, la présente contribution abordera cette question en cinq parties. Premièrement, un état de la littérature sur la participation politique des musulmans en Belgique sera établi, soulignant les quelques lacunes en matière de travaux consacrés à cette question spécifique. Deuxièmement, vu le caractère sensible de cet objet d'étude, nous expliciterons le processus de racialisation de l'identité musulmane et définirons ce qui est entendu derrière le qualificatif de « musulman ». Troisièmement, nous examinerons les différentes tendances du comportement électoral des musulmans, en France et en Belgique, en passant par la question de l'existence d'un éventuel « vote musulman ». Quatrièmement, nous étudierons l'évolution de la représentation politique des élus musulmans dans la capitale en proposant une analyse quantitative depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale. Cinquièmement, nous présenterons des facteurs explicatifs permettant de mieux comprendre le caractère exceptionnel de la représentation politique des députés musulmans en Région bruxelloise. Enfin, nous conclurons par quelques recommandations prenant en considération une dimension prospective de la participation politique des musulmans à Bruxelles.

1. Etat de la littérature sur la participation politique des musulmans en Belgique

6. La littérature scientifique en matière de participation politique des personnes d'origine étrangère en Belgique a débuté dans les années 1990. En s'intéressant à la relation entre groupe ethnique et pouvoir politique, Martiniello (1992) a été l'un des pionniers en Belgique à s'interroger sur le rôle joué par des acteurs politiques dans l'intégration des communautés ethniques. Ensuite, les travaux autour de la participation politique en Belgique seront étudiés en prenant en considération de

¹ Il s'agit plus précisément des formes de participation politique qui tournent autour des élections (voter, se présenter, faire campagne, etc.). Pour une définition plus exhaustive de la participation politique, voir E. Van Haute, 2009

manière générale l'origine étrangère (Martiniello, 1998 ; Lambert, 1999 ; Réa, 2002 ; Jacobs, Martiniello, Rea, 2002 ; Jacobs, Bousetta, Réa, Martiniello, Swyngedouw, 2006 ; Réa, Jacobs, Teney, Delwit, 2010) ou une origine nationale particulière : italienne (Martiniello, 1992), marocaine (Bousetta, 2001), turque (Manço et Manço, 1992), subsaharienne (Kagné, 2001) ou maghrébine (Zibouh, 2010).

7. Par contre, lorsqu'il s'agira d'étudier la participation politique des musulmans en particulier, on constate peu d'analyses approfondies sur la question alors que la Belgique présente un caractère tout à fait inédit sur cet enjeu politique (Zibouh, 2011). Ces quelques lacunes pourraient entre autres s'expliquer par le contexte national belge francophone, fortement influencé par la tradition républicaine française qui tend à faire disparaître les différences ethnoculturelles des individus alors qu'en Flandre², aux Pays-Bas ou dans les pays anglo-saxons, on reconnaît plus facilement la diversité culturelle ou religieuse (Jacobs et Réa, 2005). En effet, aux Pays-Bas, on parlera assez tôt de « *Political participation and identities of Muslims in non-muslim states* » (Shadid et Van Koningsveld, 1996). Dans la littérature anglo-saxonne, il sera également plus aisé de parler de « *Muslims'Place in the American Public Square* » (Bukhari, Nyang, Ahmad, Esposito, 2004) et de « *Muslims in Westerns Politics* » (Sinno, 2009). Récemment en France, on trouvera quelques enquêtes qui questionneront le comportement électoral des musulmans (Dargent, 2003 ; 2010 ; Brouard, Tiberj, 2005). En Belgique, quelques travaux analyseront de façon plus spécifique, la coopération entre musulmans et autorités locales dans une commune bruxelloise (Manço, Kanmaz, 2005), l'enjeu du vote musulman (Sandri, De Decker, 2008) ou le rôle joué par le leadership politique des musulmans sur la gestion de l'islam au niveau local (Torrekens, 2009).

2. Le processus de racialisation de l'identité musulmane

8. De manière générale, il existe de nombreux travaux sur des sujets variés en lien direct ou indirect avec l'islam de Belgique mais les études menées sur les musulmans de Belgique ont peu fait l'objet d'études quantitatives, systématiques et approfondies. Par ailleurs, l'absence de données officielles liées à l'appartenance religieuse rend difficile l'établissement de quotas et d'échantillons représentatifs pour étudier la communauté musulmane de Belgique.

9. Dans ce cadre, il est encore difficile de parler de la participation politique des musulmans. Pourtant, on peut identifier, dans le discours politique et médiatique, mais également dans la littérature scientifique, une évolution de la dénomination des personnes issues de l'immigration marocaine, turque ou pakistanaise, considérées de plus en plus comme étant des musulmans au sens sociologique du terme. De manière générale, l'altérité n'est plus définie par l'Arabe, le Marocain ou le Turc mais plutôt par une assignation identitaire musulmane. On assiste dès lors à une sorte de processus de racialisation du référentiel musulman dans les débats publics actuels (Fassin & Fassin, 2006), même si la démonstration parfaitement rigoureuse de cette hypothèse reste à faire.

10. Malgré cette catégorisation, il est impératif de ne pas entrer dans des considérations comportant des généralisations abusives en évitant l'essentialisation des différentes formes d'appartenance qui présenteraient des traits immuables, lorsqu'on étudie certains groupes d'individus. En effet, la communauté musulmane est loin de former un bloc monolithique, tant par sa diversité ethnique, socio-économique, linguistique, culturelles, et autres.

11. Les observations ethnographiques menées durant les campagnes électorales montrent que les revendications des musulmans ne portent pas nécessairement sur des prises de position politiques communes, toutefois on retrouve certaines convergences dans des thématiques partagées comme la lutte contre les discriminations, par exemple.

² Il est à noter que les études sur la participation politique des musulmans en Flandre ne sont pas non plus légion. Ceci est certainement à remettre dans le contexte historique et politique belge qui a des répercussions sur les difficultés à isoler les variables religieuses et linguistiques dans les recensements ou dans les enquêtes.

12. Même s'il y a un risque d'essentialiser les personnes d'ascendance musulmane ou originaire d'un pays musulman (Kateb, 2004), nous avons fait le choix ici de ne pas retenir uniquement la définition du terme musulman dans un sens strictement religieux mais plutôt de reprendre une interprétation sociologique plus générale. Ici donc, le qualificatif « musulman » ne sera pas nécessairement défini comme étant une identité avec une assignation exclusivement religieuse. Nous reprenons la proposition de A. H. Sinno (2009) qui applique le qualificatif musulman aux élus qui se définissent comme musulman par la foi, et/ou dont l'un des parents est musulman par la foi, et/ou qui appartiennent à un groupe qui est considéré comme traditionnellement musulman : « *I do not consider 'Muslim' to necessarily indicate a religious identity, but an identity that may have religious, racial, political, or cultural dimensions. (...) I therefore consider a parliamentarian to be Muslim if he or she is Muslim by faith or has at least one parent who is Muslim by faith or belongs to a group that is traditionally Muslim* »³. (Sinno, 2009: 70). Les musulmans sécularisés ou agnostiques, voire les personnes athées de culture musulmane⁴ seront donc repris dans cette catégorisation.

3. Les études sur le comportement électoral des musulmans

13. Analyser la participation politique des candidats et des élus musulmans investis sur la scène politique sans comprendre le comportement électoral des électeurs ne permettrait pas d'aborder en profondeur les mutations de la configuration politique des instances représentatives. Cette perspective d'approche revient à s'arrêter sur la question du vote conditionné par l'appartenance communautaire et, plus précisément, dans ce cas de figure, du « vote musulman » qui sous-entend par équation qu'un électeur musulman voterait pour un candidat musulman ou qu'un groupe de musulmans incite à voter pour un candidat qu'il soit musulman ou non. On peut percevoir ici le danger de déterminisme social (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1944 : 27)⁵ et d'essentialisation de l'acte du vote qui réduirait les motivations des électeurs à l'affirmation de leur identité religieuse. Alors qu'en réalité l'ethnicité ou la religiosité ne doivent être considérées que comme des variables semblable à d'autres telles que le vote lié à la proximité géographique, à l'âge ou au genre par exemple.

3.1. Etudes sur le comportement électoral des Français musulmans

14. Les travaux sur le comportement politique des musulmans sont relativement récents et assez peu développés en Belgique. En France, par contre, Muxel (1988) avait déjà abordé la question du poids de la variable de la religion auprès des jeunes issus de l'immigration. Jocelyne Cesari (2001) a également corroboré l'hypothèse du vote à gauche des musulmans français.

15. L'une des premières études qui va véritablement s'attarder, par le biais d'une large enquête, sur le comportement électoral des citoyens

³ « Je ne considère pas [le qualificatif] 'musulman' comme indiquant nécessairement une identité religieuse, mais plutôt comme étant une identité qui peut avoir des dimensions religieuse, raciale, politique, ou culturelle. Je considère donc un parlementaire comme étant musulman si, il ou elle est musulman(e) par sa foi, ou au moins par un parent qui est musulman par la foi ou par le fait qu'il [ou elle] appartient à un groupe qui est de tradition musulmane.

⁴ "Those who identified themselves as non-religious Muslims indicated that Islam is more of a cultural identity and that their ethnic minority identity is more important to them than being 'Muslim'. One councillor described herself as a "cultural Muslim" (Sinno, 2009: 116).

⁵ Selon l'école de Columbia, l'une des variables les plus déterminantes dans le choix électoral est l'appartenance confessionnelle.

français de confession musulmane (Dargent 2003) montre que ces électeurs seraient plus intéressés par la politique et voteraient plutôt à gauche. D'ailleurs Dargent (2009) montre, à partir des données du CE- VIPOF⁶ portant sur des échantillons de grande taille, représentatifs d'électeurs inscrits et sélectionnés par quotas, que cet ancrage à gauche s'est traduit, lors du second tour des présidentielles françaises de 2007, à ce que 95% des musulmans votent Ségolène Royal contre 5 % pour Nicolas Sarkozy.

16. A travers leur large enquête réalisée en 2005 portant sur un large échantillon représentatif des Français d'origine maghrébine, africaine et turque, Brouard et Tiberj (2005) vont également mettre en évidence le vote massif des musulmans à gauche de l'échiquier électoral.

3.2. *Etudes sur le comportement électoral des Belges musulmans*

17. Qu'en est-il de la Belgique et, plus précisément, de Bruxelles ? En 2004, à la suite des élections régionales, le CEVIPOL avait effectué une large enquête à la sortie des urnes pour étudier le comportement électoral des Belges lors de ces élections. Cette étude est assez intéressante étant donné qu'elle a également examiné dans ce cadre, le vote des électeurs de confession musulmane (qui se sont eux-mêmes désignés comme tels dans le questionnaire). Les résultats montraient ainsi que l'électorat musulman votait à 45,7% pour le Parti socialiste, à 13,3% pour le MR et à 7,1% pour le CDH (Sandri, De Decker, 2008 : 44).

18. La même étude a été réitérée pour les élections législatives de 2007. Sur les 2.807 personnes interrogées de façon aléatoire, 1.319 résidaient à Bruxelles. Même si le questionnaire a été utilisé à la veille d'élections organisées à l'échelle fédérale, les résultats donnés en Région bruxelloise ont été isolés. Un certain nombre d'informations intéressantes peuvent être tirées de cette enquête. Premièrement, les répondants se déclarant de confession musulmane sont estimés à 11,8% (contre 3,8% en Wallonie). Deuxièmement, de manière générale, l'ancrage à gauche de l'échiquier politique des votes des citoyens de confession musulmane se confirme. Ainsi, aux élections législatives de

2007, 42,3% des musulmans résidant à Bruxelles ont voté pour le Parti Socialiste, 16,7% pour le Centre Démocrate Humaniste, 14,7% pour le Mouvement Réformateur et 12,2% pour Ecolo. Ainsi, le Parti socialiste concentre une large frange de l'électorat musulman. Troisièmement, selon cette enquête, la (non-)pratique religieuse n'a pas de forte incidence sur le comportement électoral des citoyens belges de confession musulmane. Quatrièmement, la variable liée à l'appartenance confessionnelle ou au niveau de pratique n'est pas suffisante pour expliquer le vote de l'électorat musulman. En effet, d'autres déterminants liés à un statut socioprofessionnel souvent relativement bas, à l'âge (plus de la moitié des musulmans interrogés avaient moins de 34 ans) et au niveau d'étude (inférieur à la moyenne des autres groupes) pourraient également expliquer l'ancrage à gauche décrit (Sandri, De Decker, 2008).

19. Sans isoler la variable religieuse, une autre recherche (Teney, Jacobs, 2009) s'était concentrée sur les intentions de vote aux élections fédérales de 2007 des rhétoriciens bruxellois issus de l'immigration en établissant les éventuelles particularités électorales de ces nouveaux électeurs. Une large enquête quantitative interrogeant 1.283 élèves, prenant en considération l'origine de ces derniers, a montré une tendance des jeunes d'origine marocaine et turque à voter pour le Parti Socialiste.

20. De manière générale, toutes ces enquêtes – qu'elles soient françaises ou belges – montrent que le niveau de pratique religieuse n'est pas une variable déterminante dans le vote des électeurs musulmans. Par contre, le statut socio-économique jouerait un rôle plus déterminant. Cela étant, il serait utile d'élaborer de larges enquêtes qui puissent tenir compte de la dimension strictement religieuse, en intégrant la variable qui consiste à savoir si un électeur musulman motiverait son vote par l'appartenance musulmane du candidat.

⁶ <http://www.cevipof.com/PEF/2007/PEF2007.htm#p3>

3.3. Sur le «vote musulman» en particulier?

21. Alors qu'on assiste à un essoufflement de la question du vote catholique dans le champ de la recherche politologique, il est intéressant de constater que la question du vote musulman émerge dans le débat public. Pourtant, l'observation de certaines pratiques laisse penser que le rôle joué par la particularité de ce type de vote, est bien moindre que ce que l'on pourrait supposer. En effet, l'observation de certains choix électoraux des citoyens musulmans tendrait à se polariser non pas sur le caractère musulman des candidats, mais plutôt sur des thématiques liées à la lutte contre les discriminations.

22. L'hypothèse de la pratique du vote préférentiel par le biais du vote ethnique (ou musulman) pourrait expliquer le fort taux de représentation politique des élus musulmans. Cet élément explicatif ne suffirait pourtant pas à lui seul, sinon les résultats des échecs successifs de partis confessionnels musulmans seraient paradoxaux. Nous reviendrons sur les facteurs explicatifs dans la dernière partie de cet article, mais il faut avant tout souligner que le vote est un acte individuel motivé par plusieurs paramètres et que l'importance électorale du parti politique où les candidats se présentent revêt aussi une dimension importante du choix de l'électeur.

Elections	PS	MR	CDH	ECOLO	SPA-SPI-RIT	Total	% du total des sièges
1989	0	0	0	0	0	0	0%
1995	3	0	0	1	0	4	5,3%
1999	4	2	0	2	1	9	12%
2004	13	2	1	0	1	17	19,1%
2009	11	1	3	2	1	19	21,3%

Tableau 1. Députés musulmans siégeant au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (1989-2009)

4. Approche quantitative de la représentation politique des musulmans en Région bruxelloise

23. Pour avoir un aperçu général de la représentation politique des musulmans qui siègent au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, il est utile de développer une approche quantitative qui permettra d'en mieux saisir l'évolution. Étant donné l'absence de données officielles prenant en considération les affiliations ethniques, culturelles et religieuses, les élus musulmans seront, dans un premier temps, identifiés à partir d'une approche onomastique. Mais le nom ne dit pas nécessairement l'appartenance à un groupe, ni une quelconque affiliation, ce d'autant plus que l'islam n'est pas l'apanage des personnes issues de l'immigration turque ou marocaine. L'identification se fera donc également sur la base de l'auto-désignation des élus qui se définissent comme musulman ou de culture musulmane, ainsi que sur celle de l'activation directe ou indirecte de la référence à l'islam dans leur discours et leur pratique électorale. L'approche patronymique sera ainsi combinée avec une analyse biographique des députés régionaux bruxellois. A partir de cette méthodologie, nous obtenons les estimations suivantes :

24. Ce tableau reprend les cinq élections qui organisées au niveau régional depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Les partis politiques qui ont été repris sont ceux qui ont eu au moins un député musulman durant ces cinq législatures et ce, qu'ils soient francophones ou néerlandophones.

25. Par ailleurs, on prend ici en considération uniquement les personnes qui ont siégé en tant que député au parlement bruxellois. Certains n'avaient pas été directement élus, mais, en tant que suppléants, ont été amenés à siéger. D'autres ont bien été élus, mais ne siégèrent pas, du fait l'attribution de mandats exécutifs ou d'un changement de leur fonction parlementaire vers d'autres assemblées plénières comme le Sénat. Par ailleurs, certains ont parfois quitté leur parti en cours de mandat. Au-delà de ces considérations individuelles, ce tableau reprend tous les députés musulmans qui ont siégé au Parlement bruxellois, que ce soit pour une courte ou une plus longue durée.

26. Enfin, le pourcentage sur le total des sièges du Parlement de la RBC a été calculé sur une base qui a évolué, du fait de l'accroissement du nombre de sièges (75 jusqu'en 1999 et 89 depuis 2004)

27. Sur la base de ces chiffres, il est intéressant de constater que de 0% en 1989, on passe à 21,3% de députés musulmans siégeant au Parlement de la RBC, soit à plus d'un député bruxellois sur cinq. L'élection de 2004 a constitué un véritable tournant lié entre autres aux changements du code électoral mais aussi à d'autres facteurs développés dans la partie suivante de cette contribution. Il faut noter également la présence plus significative de cette catégorie d'élus au Parti Socialiste. Cela étant, il est important de relativiser ce nombre, eu égard au score général du parti qui avait marquée une véritable percée aux élections de 2004. En effet, certaines victoires personnelles sont indissociables de l'importance des partis auxquels ces candidats appartiennent (Bousetta, 1998). En outre, certains observateurs n'ont pas hésité à établir une corrélation entre cette victoire et la présence sur la liste du Parti Socialiste de plusieurs candidats d'origine étrangère. Même si cette tendance a légèrement décliné au sein de ce parti pour les élections de 2009, on constate une plus grande hétérogénéité qu'au sein des listes électorales des autres partis politiques, ce qui pourraient expliquer l'augmentation générale du nombre de députés musulmans.

28. A partir de ces données, comment évaluer le niveau de représentation des électeurs musulmans ? Selon Pitkin (1972), la représentation politique doit être un « miroir » des différents groupes et courants qui composent la société. A cet égard, Marques Pereira et Nolasco (2001 :28) proposent trois éléments de base pour définir une « représentation-miroir » des différents groupes qui composent la société. D'abord, des instruments institutionnels précisant la composition sociale des différents groupes qui composent l'électorat. Ensuite, une volonté politique de l'électorat de voter pour des candidats qui leur ressemblent. Enfin, une représentation politique diversifiée sur les listes électorales. A cela, les auteurs ajoutent un mode de scrutin de type proportionnel pour favoriser une représentation politique qui soit en miroir de la société.

29. Dans cette perspective, le corps des élus doit être représentatif des différentes caractéristiques politiques mais aussi sociologiques de l'électorat. Martiniello (1998) définit la représentation politique comme étant « *statistiquement correcte lorsque le pourcentage d'élus des candidats d'origine immigrée reflète le pourcentage de la population d'origine étrangère parmi le corps électoral* ». Étant donné l'absence d'estimations fiables sur l'importance numérique de la communauté musulmane de la Région de Bruxelles-Capitale, il est difficile d'en évaluer la représentation. A cela, il faut rajouter le fait qu'il y a une proportion de la communauté musulmane qui ne bénéficie pas du droit de vote.

30. S'il n'est pas question ici d'analyser les différents profils de ces députés, il faut toutefois relever l'importante diversité qui règne dans cette catégorie. En termes de pratique religieuse, cela passe de la fréquentation régulière de la mosquée à l'athéisme ou l'agnosticisme. Les profils sont également très variés en termes de capital scolaire et de parcours professionnels. Les champs d'action mobilisés sont par ailleurs très différents et sont loin de constituer un bloc unifié en termes de revendications spécifiques.

31. Enfin, soulignons que pour la première fois suite aux élections régionales bruxelloises de 2004, deux élus socialistes de culture musulmane accèdent à des postes ministériels aux niveaux régional et communautaire. Ces mandats furent d'ailleurs reconduits après les élections de 2009. Il s'agissait, d'une part, du portefeuille de Fadila Laanan, ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse de la Communauté française (la compétence de la jeunesse a été remplacée en 2009 par la Santé et l'Égalité des Chances) et, d'autre part, de Emir Kir avec la fonction de secrétaire d'État bruxellois à la Propreté et aux Monuments et Sites (modifié en 2009 au champ de la Propreté publique et de l'Urbanisme) et du portefeuille de ministre de l'Action sociale, de la Famille et des Sports (élargi en 2009 à la Formation professionnelle, la Culture, le Transport scolaire et les Relations internationales).

5. Les facteurs explicatifs de la représentation politique des musulmans en Région bruxelloise

32. Notre approche quantitative montre que la Région de Bruxelles-Capitale est dotée d'une représentation politique des élus issus de la diversité relativement significative par comparaison aux Régions flamande et wallonne, mais également par rapport aux autres villes européennes. La conjugaison d'un certain nombre de paramètres institutionnels, démographiques et la structuration communautaire peuvent expliquer cette particularité.

5.1. Les facteurs institutionnels

33. Premièrement, la Belgique connaît un mode de scrutin de type proportionnel qui permet une représentation plus fidèle des différents courants qui composent l'électorat que celui des systèmes de type majoritaire.

34. Un second facteur important contribuant à l'émergence d'élus musulmans est lié à la pondération de moitié de l'effet dévolutif de la case de tête. On a concrètement pu mesurer les effets de cette nouvelle mesure de façon effective pour les élections communales de 2000 et pour les élections régionales bruxelloises de 2004 qui ont été marquées par une plus grande représentation des élus issus de la diversité.

35. Troisièmement, les lois sur la nationalité (1984, 1991, 1998 et 2000) ont permis plus de 200.000 naturalisations depuis 1989 (Deboosere et al, 2009) dans la seule Région de Bruxelles-Capitale. Ce changement de nationalité a bien entendu ouvert l'accès au droit de vote.

36. Enfin, le facteur lié à l'obligation en Belgique d'aller voter a souvent été omis dans les éléments explicatifs permettant de comprendre la configuration politique exceptionnelle des personnes issues de l'immigration à Bruxelles. En effet, plusieurs études montrent que c'est souvent les personnes en situation de précarité, qui ne vont pas voter. Le fait que le vote soit obligatoire en Belgique permet à ces personnes

issues de l'immigration qui se trouvent souvent dans des conditions socio-économiques défavorisées d'aller voter sous peine de sanctions financières.

37. Mais tous ces facteurs sont définis par le législateur fédéral et s'appliquent aux trois Régions. Ils ne suffisent donc pas à expliquer la spécificité bruxelloise. Il faut dès lors s'interroger sur l'influence de facteurs démographiques et de structuration communautaire.

5.2. Les facteurs démographiques

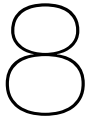
38. La Région de Bruxelles-Capitale est caractérisée par une diversité et un multilinguisme assez exceptionnels dans la mesure où plus de la moitié de sa population est étrangère ou d'origine étrangère. En outre, certaines zones de la capitale présentent une forte concentration de populations musulmanes, notamment d'origine marocaine et turque. Cette concentration a des conséquences sur la répartition géographique des suffrages et elle constitue donc un élément déterminant pour comprendre la représentation politique des élus musulmans.

39. De manière générale, nous ne disposons pas de chiffres fiables sur la population musulmane à Bruxelles. Le dernier recensement, organisé en 2001, n'a pu tenir compte que de la nationalité d'origine de la population, mais pas l'appartenance religieuse. Ceci dit, quelques indications fournissent des approximations. Manço et Kanmaz (2004) estiment la population musulmane en Région bruxelloise à 162.000 – soit 39% du total des musulmans de Belgique – et donc à 16,5% de la population bruxelloise totale⁷.

40. Par ailleurs, le sociologue Jan Hertogen a récemment publié des chiffres qui ont été fortement controversés. Selon lui, la population musulmane vivant à Bruxelles s'élèverait à 235.782 personnes, soit près de 22%⁸ de la population bruxelloise. La polémique qui a suivi cette annonce montre l'enjeu de critères scientifiques et méthodologiques clairs.

⁷ Malgré la note méthodologique expliquant la démarche, ces chiffres peuvent cependant être critiqués étant donné l'imprécision des données divulguées par les auteurs.

⁸ Les chiffres détaillés peuvent être consultés en ligne sur le site de Jan Hertogen, <http://www.npdata.be/> (consulté le 13 décembre 2010)



41. Dans une matière aussi sensible, il faudrait véritablement développer une politique statistique des plus rigoureuses par le biais d'une grande enquête, avec un échantillon représentatif suffisamment large et aléatoire. Mais de manière générale, les chiffres précités permettent de supposer une représentation politique plus ou moins équilibrée, en termes de nombre, des électeurs musulmans au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

5.3. Les facteurs liés à la mobilisation associative

42. Au-delà de facteurs institutionnels et démographiques, il faut également poser la question du rôle joué par l'action collective de cette catégorie de l'électorat dans la participation politique, notamment par la mobilisation associative qui est particulièrement dense en Région bruxelloise (Jacobs, Phalet & Swyngedouw, 2004 ; Lambert 2004).

43. A titre illustratif, Torrekens (2007) va affiner l'analyse de cette concentration démographique à un niveau plus local, en examinant la présence des associations musulmanes dans certains quartiers bruxellois. Elle montrera que deux tiers des associations musulmanes et culturelles sont concentrés à Schaerbeek, à Molenbeek et à Bruxelles-Ville.

44. Par ailleurs, des études (Jacobs, Phalet et Swyngedouw 2006) montrent qu'il existe des différences dans l'implication associative des personnes d'origine marocaine et turque. En effet, chez ces derniers, elle semblerait plus marquée et mieux structurée. Ceci pourrait entre autres expliquer les bons résultats de candidats d'origine turque. Rappelons que, lors des dernières élections, le deuxième score du Parti Socialiste était justement celui d'un candidat d'origine turque, Emir Kir, juste après celui du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Charles Picqué. Ceci indique bien, lorsqu'on évoque la mobilisation associative ou politique de la communauté musulmane, l'importance de tenir compte de la diversité à l'intérieur même de cette catégorie de la population. L'absence de leadership et de structures associatives fortes dans la communauté musulmane rend donc l'action col-

lective et plus précisément l'influence de la structuration communautaire de ces derniers comme n'étant pas le facteur majeur de la participation politique des élus musulmans en Région bruxelloise.

5.4. L'effet de l'interaction des facteurs explicatifs

45. Qu'est-ce qui expliquerait véritablement la particularité de la Région de Bruxelles-Capitale étant donné qu'elle n'est pas la seule ville qui rencontre une croissance démographique significative, une mobilisation associative relativement significative des populations issues de l'immigration et que les mécanismes institutionnels s'appliquent dans tout le pays ? La réponse réside principalement dans l'interaction de ces différents facteurs explicatifs, qui combinés a pour conséquence cette représentation politique inédite des musulmans dans la capitale belge. Mais la particularité de Bruxelles réside avant tout dans les structures d'opportunités politiques, dans sa dimension institutionnelle formelle (Giugni, 1995) ou plus précisément de « structures des opportunités de participation politique » (Martiniello, 1997) mobilisées par les personnes issues de l'immigration. Maxwell (2010) montre à cet égard, l'importance de l'influence des institutions nationales ou régionales sur la participation politique. Plus les institutions sont ouvertes à la mobilisation politique des personnes issues de l'immigration, plus la participation politique sera forte. Il explique ainsi que dans le cas français, le cadre républicain décourage la mobilisation politique des minorités. Dans ce contexte, les minorités ont moins d'opportunités pour construire des réseaux qui peuvent mobiliser la participation malgré les désavantages socio-économiques. Les caractéristiques bruxelloises du contexte politique et social que nous avons développées, conjugués à la mobilisation associative, permettent de mieux comprendre comment tous ces facteurs – explicités plus haut – déterminent l'accès de certains groupes à des niveaux de pouvoirs formels et étatique. Par ailleurs, il est important de souligner le rôle joué par les partis politiques⁹ à l'égard d'un électorat relativement neuf qui va consister à intégrer sur

⁹ Il est intéressant de relever que parmi certains ténors du parti libéral (MR), d'aucuns vont attribuer l'échec électoral des dernières élections de 2009 et de 2010, au fait de n'avoir pas suffisamment pris en compte des candidats issus de la diversité. Cf. l'interview de Olivier Maingain: « *Le MR doit s'ouvrir aux candidats issus de l'immigration* », La Dernière Heure, le 15 juin 2010

les listes électorales des candidats musulmans pour recueillir le plus grand nombre de voix, en particulier dans certains quartiers bruxellois.

Conclusion

46. Cette contribution a permis de rendre compte de l'évolution de la participation politique des musulmans au parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Nous avons essayé de comprendre le comportement électoral des citoyens musulmans en reprenant toute une série d'études qui avaient pris en considération les différentes variables explicatives du vote de cette catégorie de la population. Nous constatons que les résultats ne sont pas toujours suffisants étant donné qu'ils se concentrent sur un ou plusieurs dimensions particulières du comportement électoral. Le défi serait de développer des études qui croiseraient plusieurs variables : l'origine ethnique, le choix convictionnel ou philosophique, le genre, l'âge, le niveau de qualification, le statut socio-économique et lieu de résidence.

47. Dans cette perspective, nous constatons qu'il est devenu un enjeu crucial de disposer d'analyses quantitatives permettant d'avoir des données scientifiques fiables sur la communauté musulmane de Bruxelles et de Belgique. D'autant plus qu'il s'agit du même groupe qui pose le plus de question sur l'interculturalité dans le débat public. Ces données permettraient également de dépasser les préjugés qui existent à l'égard de cette minorité. Ces outils s'avèrent également plus que nécessaire pour permettre une meilleure évaluation des politiques publiques.

48. Pour ce qui est de la volonté politique des électeurs musulmans, il faut établir une différenciation entre les mobilisations et les structures associatives des personnes d'origine marocaine et ceux d'origine turque. En effet, nos observations ethnographiques montrent que du côté marocain, on peut constater l'absence de réelle organisation associative suffisamment influente pour pouvoir définir des directives de vote. Par contre du côté turc, ces modalités d'action associative sont relativement efficaces notamment pour soutenir l'un ou l'autre candidat. Par contre, on ne retrouve nulle part pas l'élaboration de mémorandums

avec des revendications spécifiques à la communauté musulmane. Malgré l'absence de réelle structuration communautaire forte des musulmans (avec des nuances selon que l'on soit d'origine marocaine ou turque), la représentation politique des musulmans est assurée grâce à d'autres mécanismes institutionnels mais aussi à la diversité de profils des candidats qui se présentent sur les listes électorales de certains partis politiques.

49. De manière générale, nous avons essayé dans cet article de montrer l'importance des structures d'opportunités politiques favorisant la participation politique des musulmans. En Belgique et à Bruxelles en particulier, ces structures d'opportunités politiques sont plus favorables à l'émergence de représentants politiques musulmans, et de manière générale, à ceux issus de la diversité. Ceci dit, les facteurs institutionnels n'auraient pas d'effets exclusifs si l'on ne prend pas également en considération les réalités démographiques ainsi que la densité associative de la Région bruxelloise. A mobilisation égale, des contextes politiques institutionnels augmentent ou minorent les chances de succès de certaines mobilisations collectives. Néanmoins, ces structures d'opportunités politiques en Belgique ne doivent pas sous-estimer le rôle joué par les acteurs politiques mais aussi par l'électorat. Bien au contraire, c'est l'interaction entre des facteurs institutionnels et démographiques, des réalités urbaines mais aussi des acteurs sociaux ainsi que dans une moindre mesure la mobilisation des réseaux associatifs qui peuvent expliquer la représentation politique des élus issus de la diversité en région bruxelloise.

50. Dans cette perspective de « représentation-miroir », il est utile de rappeler que plus d'un quart de la population bruxelloise (26%) n'ayant pas la nationalité belge n'a pas voix au chapitre étant donné que le droit de vote est accordé aux seuls nationaux pour les élections régionales bruxelloises. Même si la question n'est actuellement pas à l'agenda politique, il serait utile de relancer le débat sur l'élargissement du droit de vote aux élections régionales, pour assurer l'absence de représentation d'une partie non négligeable de la population bruxelloise.

51. Une approche prospective de cette participation politique prenant en considération l'évolution démographique de la population bruxelloise

permet de supposer que l'enjeu de la représentation politique des élus musulmans se posera avec plus d'acuité même s'il conservera une certaine stabilité. Il faut en effet rappeler que ce sont les communes les plus pauvres de la capitale qui connaissent le taux de croissance les plus élevés (Deboosere, Willaert, 2005), notamment à Molenbeek et à Saint-Josse et que 25% de la jeunesse bruxelloise est d'origine musulmane (Bousetta, Maréchal 2003), elle constituera donc un électorat incontournable pour les prochaines législatures.

52. Cependant, dans les années à venir, le vrai débat ne sera pas la question du nombre de députés musulmans siégeant au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, il s'agira plutôt d'examiner comment ces derniers vont s'inscrire dans le registre de la défense de l'intérêt de l'ensemble de la population bruxelloise, tout en faisant de leur différence, une plus-value au service des quartiers ou des catégories de la population fortement touchée par les discriminations et la précarité. La participation politique des musulmans, loin de constituer une menace pour la cohésion sociale, renforce plutôt les principes démocratiques en permettant à des individus qui ont longtemps été tenus à l'écart des institutions politiques d'être de véritables acteurs de la décision politique.

Bibliographie

- BOUSETTA, H., « Le paradoxe anversois. Entre racisme politique et ouvertures multiculturelles », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1998 (14) 2, 1998, pp.151-172
- BOUSETTA, H., MARECHAL, B., « *L'islam et les musulmans en Belgique. Enjeux locaux et cadres de réflexions globaux* », Rapport d'étude, Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 2003
- BROUARD, S., TIBERJ, V., *Français comme les autres ? Les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, 2005
- BUKHARI, Z. H., NYANG, S. S., AHMAD, M., ESPOSITO, J. L. (ed.), *Muslims' Place in the American Public Square: Hopes, Fears, and Aspirations*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004
- CESARY, J., « Attitudes politiques et culture religieuse de la population musulmane issue de l'immigration », in LEVEAU R., WIHTOL DE WENDEN, C. (sous la dir. de), *L'islam en France et en Allemagne : identités et citoyennetés*, Paris, La Documentation française, 2001
- DARGENT, C., *Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique*, Paris, Cahiers du CEVIPOF (34), 2003
- DARGENT, C., « Musulmans versus catholiques: un nouveau clivage culturel et politique ? », à la ST 42, *Des valeurs politiques en mutation : analyse quantitative comparée*, Congrès International des Associations Francophone de Science Politique, 7 septembre 2009, mis en ligne sur <http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st42/st42dargent.pdf> (consulté le 13 décembre 2010)
- DARGENT, C., « La population musulmane de France : de l'ombre à la lumière ? » in *Revue Française de Sociologie*, Vol.51 (2), 2010, pp.219-246
- DE DECKER, N. & SANDRI, G., « Le vote des catholiques », in DELWIT P., VAN HAUTE E. (Ed.), *Le vote des Belges (Bruxelles-Wallonie, 10 juin 2007)*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, pp.25-37
- DEBOOSERE, P., WILLAERT, D., *Atlas des quartiers de la population de la Région de Bruxelles-Capitale au début du 21^{ème} siècle*, Bruxelles, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse, n°42, Iris Edition, 2005
- DEBOOSERE, P., EGGERICKX, T., VAN HECKE, E., WAYENS, B., « Etats généraux de Bruxelles. La population bruxelloise : un éclairage démographique », *Brussels Studies*, Note de synthèse numéro 3, 12 janvier 2009 (corr. 17 mars 2009), www.brusselsstudies.be
- DELWIT, P., DE WAELE, J.-M., *Le mode de scrutin fait-il l'élection ?*, Bruxelles, Editions Libre de Bruxelles, 2000
- FASSIN, D., FASSIN, E. (sous la dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006
- FASSIN, D. (sous la dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, La Découverte, 2010
- GEISSER, V., 1997, *Ethnicité Républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, presses de Sciences Po, 1997
- GIUGNI, M., *Entre stratégie et opportunité: Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*, Zurich, Seismo, 1995
- JACOBS, D., MARTINIELLO, M., REA, A., « Changing Patterns of Political Participation of Citizens of Immigrant Origin in the Brussels Capital Region : The October 2000 Elections », in *Journal of International Migration and Integration*, vol. 3 (2), 2002, pp. 201-240
- JACOBS, D., REA, A., « Construction et importation des classements ethniques. Allochtones et immigrés aux Pays-Bas et en Belgique », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 21 (2), 2005

- JACOBS, D., BOUSETTA, H., REA, A., MARTINIELLO, M., SWYNGEDOUW, M., *Qui sont les candidats aux élections bruxelloises ? Le profil des candidats à l'élection au parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juin 2004*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 2006
- JACOBS, D., PHALET, K. et SWYNGEDOUW, M., « Political Participation and Associational Life of Turkish Residents in the Capital of Europe », in *Turkish Studies*, vol. 7 (1), 2006, pp. 145-161
- KAGNE, B., « Immigration, stratégies identitaires et mobilisations politiques des Africains en Belgique », in GOSSELIN, G., et LAVAUD, J.-P., *Ethnicité et mobilisations sociales*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 2001
- KATEB, K., « De l'étranger à l'immigré et de l'ethnique au religieux : les chiffres en question ? », in ZARKA, Y.-C., TAUSSIG, S., FLEURY, C., (sous la dir. de), *L'islam en France*, Paris, PUF, coll. « Cités », Quadriges, 2004
- LAMBERT, P.-Y., *La participation politique des allochtones en Belgique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 1999
- LAMBERT, S., « 'Elus d'origine étrangère' et vie associative: quelles ressources pour la démocratie en Belgique francophone ? », in J. GATUGU, S. AMORANITIS et A. MANÇO (éds), *La vie associative des migrants: quelles (re)connaissances? Réponses européennes et canadiennes*, Paris, L'Harmattan, coll. Compétences interculturelles, 2004, pp. 135-154.
- LAVAU, G., *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, Armand Colin, 1953
- LAZARSFELD, P. F., BERELSON, B., GAUDET, H., *The People's Choice*, New-York, Columbia University Press, 1944
- MANÇO, A., MANÇO, U., *Turcs de Belgique : Identités et trajectoires d'une minorité*, Info-Turk, Bruxelles, 1992
- MANÇO, U., KANMAZ, M., « Belgique. Intégration des musulmans et reconnaissance du culte islamique : un essai de bilan » in MANÇO, U. (dir.), *Reconnaissance et discrimination. Présence de l'islam en Europe occidentale et en Amérique du Nord*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp.85-115
- MANÇO, U. & KANMAZ, M., « From Conflict to Co-operation Between Muslims and Local Authorities in a Brussels Borough : Schaerbeek », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n°6, 2005, 1105-1123.
- MARQUES PEREIRA, B., NOLASO, P., *La représentation politique des femmes en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2001
- MARTINIELLO, M., *Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée*, Paris, L'Harmattan, 1992
- MARTINIELLO, M., « Quelle participation politique ? », in Collectif, *La Belgique et ses immigrés. Les politiques manquées*, Bruxelles, De Boeck Université, 1997, pp. 105-106
- MARTINIELLO, M., « Les élus d'origine étrangère à Bruxelles: une nouvelle étape de la participation politique des populations d'origine immigrée », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.14 (2), 1998, pp.123-149
- MAYER, N., PERRINEAU, P., *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992
- MUXEL, A., « Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne », in *Revue française de science politique*, 38(6), décembre 1988
- PITKIN, H. F., *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press, 1972
- REA, A., *La représentation politique des Belges d'origine étrangère aux élections communales de 2000 : le cas de Bruxelles*, Les Cahiers du CEVIPOL, 2002, mis en ligne sur www.ulb.ac.be/soco/cevipol
- REA, A., JACOBS, D., TENEY, C., DELWIT, P., « Les comportements électoraux des minorités ethniques à Bruxelles », in *Revue Française de Science Politique*, vol.60 (4) Août 2010, pp.691-718

- SANDR, I G., DE DECKER, N., « Le vote des musulmans », in DELWIT, P., VAN HAUTE, E. (Ed.), *Le vote des Belges (Bruxelles-Wallonie, 10 juin 2007)*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2008
- SHADID, W.A.R., VAN KONINGSVELD, P.S., *Political participation and identities of muslims in non-muslim states*, Kampen, Kok Pharos, 1996
- SINNO, A. H., "Muslim underrepresentation in American Politics", in SINNO A. H. (Ed.), *Muslims in Western Politics*, Bloomington, Indiana University Press, 2009
- TENEY, C., JACOBS, D., « Les rhétoriciens bruxellois issus de l'immigration et leur premier vote. Une analyse des intentions de vote aux élections fédérales de 2007 », *Brussels Studies*, numéro 24, 30 mars 2009, www.brusselstudies.be
- TORREKENS, C., « Concentration des populations musulmanes et structuration de l'associatif musulman à Bruxelles », *Brussels Studies*, numéro 4, 5 mars 2007, www.brusselsstudies.be
- TORREKENS, C., *L'islam à Bruxelles*, Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2009
- VAN HAUTE, E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009
- VAN HEELSUM, A., *Marokkaanse Organisaties in Nederland, een netwerkanalyse*, Amsterdam, Het Spinhuis, 2001
- ZIBOUH, F., « Le droit de vote des étrangers aux élections municipales de 2006 en Belgique », in *Migrations Société*, vol. 19 (114), nov-déc 2007
- ZIBOUH, F., *La participation politique des élus d'origine maghrébine. Elections régionales bruxelloises et stratégies électorales*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 2010
- ZIBOUH, F., « Diversité ethnoculturelle dans la structuration du personnel politique des partis : le cas de la Belgique », in ENARgy, *Participation et représentation politique des minorités ethniques : du vœu pieu à la réalité*, septembre 2010
- ZIBOUH, F., « La participation politique des musulmans en Belgique », in MARECHAL, B., *L'islam de Belgique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant, 2011

Pour citer ce texte

Fatima ZIBOUH, « La représentation politique des musulmans à Bruxelles », *Brussels Studies*, Numéro 55, 5 décembre 2011, www.brusselsstudies.be

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : <http://tinyurl.com/BRUS55FREPUBLIC>

ePub NL : <http://tinyurl.com/BRUS55NLEPUBLIC>

ePub EN : <http://tinyurl.com/BRUS55ENEPUBLIC>

pdf FR : <http://tinyurl.com/BRUS55FRPDF>

pdf NL : <http://tinyurl.com/BRUS55NLPDF>

pdf EN : <http://tinyurl.com/BRUS55ENPDF>

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante :

<http://vimeo.com/channels/BruS>